

M. Stevens: La vérité toute nue, c'est que notre premier ministre est un fervent du dirigisme. Il s'imagine que lui et ses mandarins sont mieux placés que nous pour diriger nos vies. Bref, il aime les contrôles quand ils sont pour les autres. C'est pourquoi je pense que bien qu'on nous annonce une première période de décontrôle, si le premier ministre était réélu avec une forte majorité, nous nous retrouverions pris dans les réglementations pour une période indéfinie. Voilà la vérité.

Une autre fois, j'aimerais exposer certains projets que nous aimerions voir instituer et qui permettraient de relancer l'économie et de faire du Canada un pays viable. Cependant, je sais que notre temps est limité et j'aimerais laisser ce soir la parole aux députés de Waterloo-Cambridge (M. Saltsman) qui, je le sais, a hâte de prendre part au débat.

M. Max Saltsman (Waterloo-Cambridge): Monsieur l'Orateur, je voudrais tout d'abord féliciter les motionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône et remercier également le député de York-Simcoe (M. Stevens) de m'avoir cédé au moins quelques minutes de son temps.

Je tiens à féliciter le ministre des Finances (M. Chrétien) et à lui souhaiter la bienvenue à ce ministère. C'est un homme très sympathique, et c'est pourquoi il y a de quoi être fort déçu du genre de mini-budget qu'il nous a présenté ce soir. C'est un vrai désastre. A un moment où le pays a désespérément besoin de mesures ou d'une bonne compréhension de la crise que nous traversons aujourd'hui, le ministre nous arrive avec le même genre de choses que celles qui nous ont menés là où nous en sommes. Nous attendions mieux de lui. Nous ne nous attendions pas à un tour de magie ou à un miracle dans les quatre ou cinq semaines qui se sont écoulées depuis sa nomination, mais nous espérions au moins qu'il comprendrait la crise dans laquelle se trouve le Canada. Il a très bien lu son discours, mais il n'empêche qu'il n'avait que des lieux communs et des banalités à nous dire.

Le ministre dit qu'il n'y a aucune raison fondamentale pour ne pas poursuivre notre croissance. Nous nous sommes développés plus vite que la plupart des autres pays par le passé, et il n'y a aucune raison essentielle pour ne pas continuer à l'avenir. Il semble évident que non seulement le Canada, mais aussi les autres pays du monde, ne peuvent pas s'attendre à connaître la même croissance que par le passé, et plus vite le gouvernement se décidera à reconnaître qu'il y a eu une évolution importante et fondamentale au sein de notre société, plus vite nous pourrions trouver des réponses à nos problèmes.

Nous allons adopter quelques programmes de dépenses à droite et à gauche pour résoudre un ou deux problèmes, mais nous n'en viendrons jamais réellement aux prises avec tous nos problèmes. Le ministre essaie de transporter de l'eau dans un seau qui fuit, et tant qu'il n'aura pas réparé les fuites dans son seau, il n'arrivera à rien. Admirer sa bonne volonté et le voir courir de droite et de gauche avec son seau qui fuit est une chose, mais en accepter les résultats en est une autre. Ce qui me trouble, comme bien des gens, c'est de voir la suffisance et l'inconscience dont font preuve les députés ministériels face à la situation actuelle.

M. Benjamin: Comme Herbert Hoover.

M. Saltsman: Mon collègue a raison. Herbert Hoover avait l'air d'un sage à côté des déclarations qu'a fait le ministre ce soir. Je le répète, je ne m'attendais pas à ce qu'il nous propose toutes les solutions d'un seul coup, pas plus que je ne suis en

mesure de trouver toutes les solutions à notre problème, mais ce qui est ennuyeux, c'est que non seulement il ne propose aucune solution valable, mais le ministre ne pose même pas les bonnes questions. Une évolution se produit au sein de notre société et je crois que chacun d'entre nous doit s'en rendre compte. Il n'y aura bientôt plus suffisamment d'emplois; il ne s'agit pas simplement d'allouer de nouveaux fonds à la création d'emplois. C'est le système qui laisse à désirer.

Il y a quelques années, le premier ministre (M. Trudeau) a fait un discours qui a horrifié ses collègues. Il a dit que le système de marché se détériorait. Jamais depuis il n'a été plus près de la vérité. Le système de marché est en effet en train de se détériorer. Rien ne va plus. Certaines interventions qui sont censées avoir un effet donné n'atteignent pas leur but ou ont un effet entièrement contraire. Nous allons en examiner certaines.

Depuis quelques années, on nous propose toutes sortes de dégrèvements d'impôts très semblables aux mesures mitigées ou au système d'indexation que le gouvernement propose ce soir. Ces dégrèvements fiscaux devaient stimuler la consommation. Or, pendant la période où ces dégrèvements fiscaux ont été appliqués—y compris la réduction de la taxe de vente—la population a consommé moins, et personne ne se demande pourquoi. L'une des raisons est manifeste. Le gouvernement accorde des dégrèvements fiscaux et des crédits d'impôt à mauvais escient. Certes, il y a certaines retombées, mais chaque fois, si les gens relativement moins aisés tirent profit de notre régime fiscal, ce sont en fait les mieux nantis qui en profitent le plus.

Le ministre semble se féliciter des sommes que l'indexation permettra d'économiser. Certes, il y aura des économies, et de considérables, mais voyons un peu comment elles se répartiront. Le contribuable âgé de moins de 65 ans, marié, père de deux enfants de moins de 16 ans et qui gagne \$5,000 par année économisera \$1. Par contre, le député ou quiconque gagne plus de \$30,000 ou de \$20,000 par année économisera \$195. C'est cela la justice. La personne qui a la bonne fortune de gagner \$50,000 par année économisera \$537. Nous nous demandons ensuite pourquoi ces réductions d'impôt qui ont été accordées au cours des années n'ont pas eu de répercussions.

● (2102)

Si on regarde le domaine des épargnes, on voit bien clairement ce qui s'y passe. Au moment où il accorde ces réductions d'impôt, le gouvernement offre d'autres avantages. Ceux qui sont à l'aise et peuvent mettre leur argent dans des régimes d'épargne-retraite enregistrés ou des régimes d'épargne-logement le font. Ils n'en profitent pas pour acheter des biens de consommation.

La vérité est que, pour bien des gens de notre société, les réductions d'impôt ne stimulent pas la consommation qui est censée produire des emplois; elles vont simplement constituer des économies. Les gens qui ont des besoins, qui n'économisent pas, qui ne peuvent pas économiser, ceux qui achèteraient des cuisinières, des réfrigérateurs et des maisons n'ont pas l'argent. Ils ne gagnent pas assez pour payer de l'impôt. Toute cette façon de considérer les réductions d'impôt comme une réponse à nos problèmes est un échec manifeste, mais le gouvernement persiste dans ce genre de solution, appuyé par mes amis à ma droite.